

Dans le cadre d'un partenariat avec le Groupe de Travail Protection (GTP) et sous la co-facilitation du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), REACH a conduit une évaluation de la situation en termes de protection des populations déplacées internes et réfugiées vivant dans la région de Diffa entre le 15 septembre et le 12 octobre 2018. Cette évaluation visait à fournir une vue d'ensemble de la situation en termes de protection de la population déplacée (personnes déplacées internes (PDI) et réfugiés) dans la région de Diffa afin de permettre une réponse humanitaire plus adaptée.

L'évaluation a couvert 175 sites et 1 camp (Sayam Forage) dans 10 communes : N'Guigmi, Kabalewa, Bosso, Toumour, Gueskerou, Diffa, Chetimari, Foulatari, Goudoumaria et Maine Soroa. Une méthodologie mixte a été adoptée incluant un volet quantitatif et un volet qualitatif. Des entretiens ont été effectués avec 622

informateurs clés (IC), sur la base de deux questionnaires distincts avec un IC interrogé par statut (Réfugié/PDI) dans chaque site dont un questionnaire sur la situation générale en termes de protection et un questionnaire sur la protection de l'enfance et les violences basées sur le genre. Pour le volet qualitatif, un total de 48 groupes de discussions ont été réalisés dans 8 communes<sup>1</sup> avec 6 groupes de discussions distincts par commune dont 3 groupes par statut (femmes - filles - garçons)<sup>2</sup>. Les résultats doivent être considérés comme indicatifs et non représentatifs de la situation dans les sites évalués.

Douze fiches d'informations (une par thématique et par statut) ont été réalisées afin de présenter les résultats quantitatifs principaux de cette évaluation.

**Cette fiche présente la situation sécuritaire de la population PDI dans 164 sites dans lesquels des IC PDI ont été interrogés.**

### Sentiment de sécurité de la population

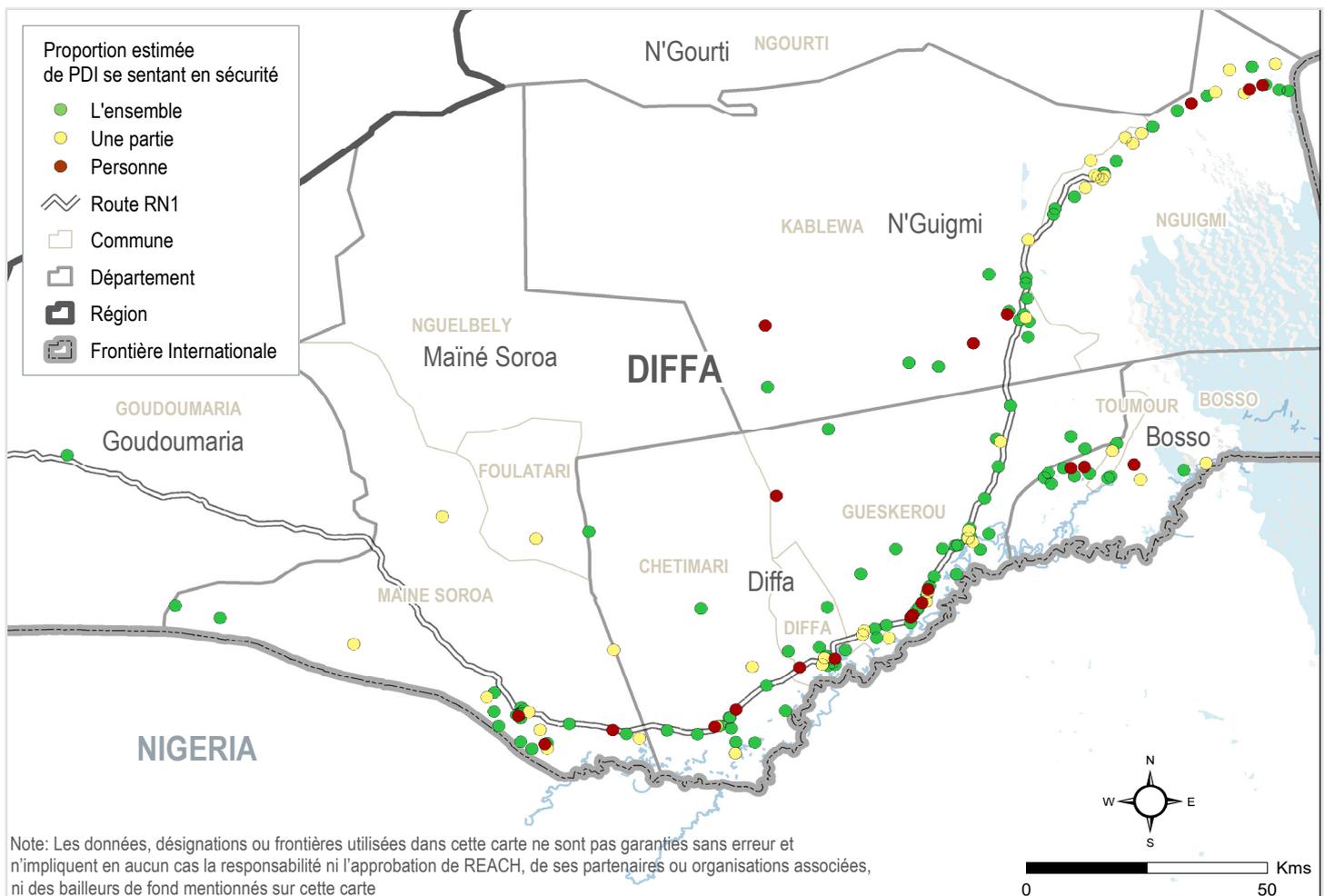
Proportion estimée de la **population se sentant en sécurité au sein du site au moment de l'évaluation selon les IC**, par nombre de sites :

L'ensemble		(102)
Une partie <sup>3</sup>		(41)
Personne		(21)

Parmi les sites où au moins une partie de la population ne se sentait pas en sécurité (**62/164**) au moment de l'évaluation, **principales raisons évoquées par les IC<sup>4</sup>** :

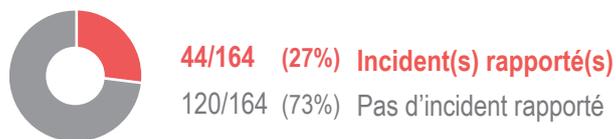
1. Absence de forces de sécurité	(39)
2. Manque de patrouilles régulières	(33)
3. Présence de groupes armés	(32)

### Carte : Proportion estimée de PDI se sentant en sécurité au sein du site au moment de l'évaluation selon les IC



## Incidents sécuritaires

Nombre de sites dans lesquelles des incidents sécuritaires auraient eu lieu au cours des six mois précédant l'évaluation :



Types d'incidents les plus rapportés par les IC - par nombre de sites<sup>4</sup> :

1. Vols/braquages (30)
2. Violences physiques contre les civils (17)
3. Arrestation et détention arbitraire des adultes et enfants soupçonnés d'association à des groupes armés (8)

## Caractéristiques des incidents sécuritaires

Fréquence des incidents sécuritaires au cours des six mois précédant l'évaluation dans les 44 sites dans lesquels des incidents ont été rapportés par les IC :



Catégories de population les plus affectées par les incidents sécuritaires selon les IC, par nombre de sites<sup>4</sup> :

1. Hommes (18 - 49 ans) (29)
2. Femmes (18 - 49 ans) (16)
3. Garçons (11 - 17ans) (11)

Nombre d'incidents sécuritaires au cours du mois précédant l'évaluation selon les IC, par nombre de sites :



Evolution des incidents sécuritaires au cours des six mois précédant l'évaluation selon les IC - par nombre de sites :



## Mécanismes de prévention/réduction des incidents sécuritaires

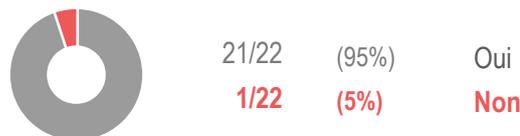
Nombre de sites dans lesquelles des actions visant à prévenir ou à réduire le nombre d'incidents sécuritaires ont été mises en place selon par les IC :



Parmi les sites où la mise en place de telles actions a été rapportée (22/44)<sup>4</sup> :

Principales actions ayant été mises en place	Principaux acteurs ayant mis en place ces actions
1. Patrouilles fréquentes/régulières	1. Etat
2. Sensibilisation auprès de la population	2. Patrouilles Forces de Sécurité (FDS)
3. Concertation entre les membres de la communauté	3. Population

Nombre de sites dans lesquelles ces actions ont été considérées comme étant efficaces dans les 22 sites dans lesquels de telles actions existaient :



Parmi les sites dans lesquelles les IC ont rapporté que ces actions ne sont pas efficaces (1/22), principales raisons évoquées, par nombre de sites<sup>4</sup> :

1. Manque de régularité (1)

1 Les 8 communes dans lesquelles des groupes de discussion ont été menés sont les suivantes : Diffa, N'Guigmi, Maine Soroa, Chetimari, Bosso, Gueskerou, Toumour et Kabalewa

2 Les enfants (filles et garçons) ayant participé aux groupes de discussion étaient âgés de 11 à 17 ans

3 Une partie désigne : la majorité, la moitié et la minorité

4 Les IC pouvaient choisir plusieurs options de réponses (question à choix multiple)